

LA POLITIQUE CULTURELLE DE L'U.N.E.F.

Par JEAN-JACQUES HOCQUARD

LE mouvement étudiant n'a jamais réellement élaboré de politique culturelle. Le dernier congrès de l'U.N.E.F., qui a tenu ses assises à Dijon au cours des dernières vacances de Pâques, a ressenti la nécessité de jeter les premières bases d'un choix dans un domaine où il a toujours été procédé de façon empirique. En effet, jusqu'à présent notre conduite se déterminait davantage en fonction des activités culturelles traditionnellement pratiquées qu'en fonction d'une ligne d'action pensée et adoptée au préalable par l'ensemble du mouvement.

Or les activités pratiquées par l'U.N.E.F. et les A.G.E., qui constituent le syndicat étudiant, demeurent bien souvent des activités de prestige dans le but d'attirer en plus grand nombre les jeunes entrant à l'Université et qui, séduits par les manifestations loisirs du syndicalisme (cinéma, théâtre, clubs de photographes amateurs, clubs de discophiles, etc.) achètent une carte d'A.G.E.-U.N.E.F. pour avoir accès à ces différentes manifestations, sans réfléchir aux raisons d'un engagement syndical. Il est d'ailleurs regrettable que la plupart des associations en employant cette méthode de vente de cartes ne donnent pas aux étudiants les moyens d'acquérir une véritable formation syndicale. Si les efforts effectués par les responsables étudiants en matière de loisirs et de délasséments apparaissent comme une contribution intéressante à ce problème des distractions, il n'en demeure pas moins que le rôle fondamental du syndicat ne consiste pas à proposer à ses adhérents des activités culturelles qui soient le complément de l'enseignement prodigué à l'Université, car cela laisserait penser que nous sommes d'accord avec ces enseignants, ce qui est loin d'être le cas.

Ces contradictions nous ont fait apparaître la nécessité de promouvoir une politique culturelle de l'U.N.E.F. qui ne se limite pas aux seuls aspects des loisirs et d'une culture complémentaire à l'enseignement reçu mais s'intègre à l'action générale du syndicat.

Pour qu'elle atteigne l'objectif poursuivi, elle devra, de plus, tenir

compte des tentatives d'embrigadement du pouvoir gaulliste et se construire en collaboration avec les autres jeunes.

Si nous admettons que la culture telle qu'elle est conçue n'est pas accessible aux 46 millions de Français, mais réservée à des privilégiés, nous sommes amenés à reconnaître qu'elle devient un véritable facteur de ségrégation sociale. Nous pouvons donc dire que toute revendication dans ce domaine devient intimement liée à une véritable démocratisation de l'enseignement.

Alors il faudra remettre en cause l'orientation de la culture, le contenu et les méthodes de l'enseignement.

Démocratiser la culture

A l'heure actuelle la culture est réservée à une élite, il nous appartient de la démocratiser, non seulement en la diffusant largement, mais aussi en contestant sa nature qui est le reflet de notre société.

L'Université offre seulement à l'étudiant un travail individuel qui tend à l'isoler à la fois de ses camarades et des autres couches socio-professionnelles du pays. Il ne reçoit en conséquence qu'une culture parcellaire inapte à lui permettre une participation réelle à la vie sociale.

On pourra parler d'une politique culturelle de l'U.N.E.F. lorsque les activités pratiquées dans le cadre du mouvement auront une valeur de contestation d'une politique donnée ; expression d'un régime social et politique particulier dont nous ne nous sentons pas solidaires.

Il faut que nos efforts quotidiens puissent critiquer les modèles culturels proposés par une université où la formation culturelle demeure presque impossible.

Il est important que les activités culturelles satisfassent des besoins exprimés ou inexprimés des étudiants ; dans ce sens il apparaît utile de rechercher leur participation à la création et à l'animation des réalisations mises en place pour eux. Ces réalisations atteindront leur but si elles facilitent une ouverture sur le monde

extérieur et tendent à faire tomber les barrières qui « protègent » la classe étudiante du reste de la société.

En tant que syndicat, l'U.N.E.F. doit promouvoir une culture militante et faire que ses activités culturelles ne soient plus seulement le complément du travail consommé passivement par l'usager.

C'est en favorisant et en suscitant des activités de création par le moyen de clubs, de groupes de travail, et de réflexion inter-disciplinaire, que les étudiants construiront une culture vivante qui ne sera plus subie.

Ces principes étant acquis, nous pensons que si l'étudiant veut être efficace il doit obligatoirement intervenir à deux niveaux : son lieu de travail, son lieu d'habitation. Nous reviendrons après sur son lieu de travail où, traditionnellement, les A.G.E. organisent des activités culturelles. Mais il semble intéressant d'approfondir les possibilités d'intervention de l'étudiant en tant qu'individu et en tant que membre d'une collectivité.

L'analyse de la situation de l'étudiant enfermé dans l'Université trace la ligne directrice d'une politique d'animation : intégrer l'individu à la vie de la cité.

On peut nous rétorquer que 10 % à peine des étudiants logent en cité universitaire et que les autres habitant dans leur famille ou en sous-location ne doivent pas rencontrer de difficultés à collaborer à la vie culturelle de leur quartier.

Or tous les sociologues admettent que les loisirs restent le fait de petits groupes extrêmement cloisonnés entre lesquels les communications se révèlent presque impossibles. Le rôle du syndicat intervient alors dans son aspect fondamental qui ne consiste pas à intégrer l'individu à son groupe, mais plutôt d'assimiler le groupe considéré à l'ensemble. Cela ne peut se faire que par l'apport et la mise en commun de facteurs positifs. Nous abordons par là le problème actuel de la culture, de l'animation et de la participation des groupes à la vie de la cité, et qui consiste plutôt à établir une relation entre les membres

du groupe étudiant qui soit applicable à un champ d'activités plus large : le quartier, la ville, la nation.

C'est en approfondissant cette notion de l'existence du groupe étudiant dans la cité, et du rôle qu'il doit jouer, que nous parviendrons à dégager sa responsabilité propre en matière d'animation culturelle. C'est à l'U.N.E.F. et aux A.G.E. qu'il incombera d'assumer ses responsabilités accrues par la création de villes nouvelles, de grands ensembles qui posent ces problèmes en termes plus aigus et peut-être différents. Dans cette optique les associations seront contraintes d'étendre leur action au lieu géographique, de concevoir une action qui ne soit pas verticale et limitée au milieu, mais une action horizontale sans exclusivité de catégorie socio-professionnelle.

Une politique à l'échelle de la ville

Nous posons une hypothèse : l'individu étudiant reste solidaire de son groupe, même lorsqu'il élargit son champ à un milieu autre que le sien. Si cette hypothèse se vérifie, la mutation de l'action verticale à l'action horizontale devient possible.

Ces idées sont à approfondir en détail par le mouvement, mais un principe essentiel en émane : la nécessité d'une politique culturelle à l'échelle de la ville. Cette nouvelle orientation a une conséquence immédiate : les activités culturelles de l'U.N.E.F. et des A.G.E., conçues et réalisées en vase clos, pouvaient rester en dehors du champ politique, ce qui sera impossible à une action générale qui nécessite la mise en cause des pouvoirs publics et fait entrevoir la possibilité d'une organisation ouverte des loisirs et de la culture. Cette organisation ouverte se concrétiserait par une institution publique régissant les relations d'individu à individu, de l'individu au groupe, du groupe aux autres groupes.

Cette institution publique, gérée directement par les usagers, déterminerait les orientations et contrôlerait les relations grâce à un système dé-

mocratique, dans lequel la participation des membres actifs deviendra un engagement réel et une option politique.

Les échecs rencontrés par l'U.N.E.F. et par l'ensemble des syndicats, dans leur effort pour élaborer une politique culturelle, prouve que cette dernière ne peut se construire que dans un Etat démocratique permettant au citoyen de prendre part à l'élaboration d'une telle politique.

Pour que cette politique culturelle à l'échelle nationale voie le jour, la contribution des syndicats et des mouvements de jeunesse doit trouver sa vraie forme.

Ils devraient, au préalable, reprendre en main les structures socio-culturelles déjà existantes, étudier leur rôle dans la gestion et l'animation de ces structures et choisir leur point d'intervention. Ces mouvements ne peuvent courir le risque d'agir de la même manière que l'administration lorsqu'elle prend en charge l'animation socio-culturelle en étouffant les aspirations légitimes des individus à une « participation création ».

L'application de cette nouvelle conception permettra à l'U.N.E.F. de retrouver dans le domaine des loisirs sa finalité : animer, former de façon à ce que les revendications soient le résultat de contestations profondément ressenties et du désir de construire en dehors des forces traditionnellement proposées ou imposées par les pouvoirs publics.

L'action à mener selon ces normes nécessitera un travail énorme de coordination avec tous les syndicats ouvriers et les mouvements de jeunesse. Toutefois elle ne sera possible que si l'action menée par nous au sein de l'Université se révèle efficace.

C'est pourquoi il faut dès maintenant définir une politique culturelle dans ces manifestations concrètes et en fonction des besoins différents pour chaque ville universitaire. Le degré de maturité des différentes A.G.E. n'est pas le même : la situation diffère en raison du nombre des adhérents, des implantations régionales, etc.

Le rôle de l'étudiant

Il ne peut s'agir de faire une synthèse au sommet, mais de définir collectivement un programme applicable à chaque A.G.E. en raison du contexte local. Cette orientation générale doit tenir compte des aspects abordés précédemment, curiosité insatisfaite, besoins de consommation, désir de création, action militante en vue d'une large diffusion de la culture conquise, revendication au sein du milieu étudiant.

Cette revendication naîtra naturellement d'une participation aux activités culturelles. La culture n'est pas une marchandise que l'on distribue, que l'on consomme ; on doit la construire et la vivre. Aujourd'hui la consommation reste plus importante que la participation, et pourtant il y a chez les étudiants une attente et un désir de collaborer à une culture vivante.

Dans cette optique on se demande quelle sera la place de l'étudiant, son ouverture au monde extérieur se limitera-t-elle à une redistribution des connaissances acquises qui restent très fragmentaires ?

L'étudiant devra-t-il confronter ses connaissances aux acquisitions des autres catégories sociales ?

Le cas échéant, ne serait-ce pas pour lui le moyen de dépasser l'aspect corporatif et de parvenir à l'action horizontale dont nous avons déjà parlé ?

Nous serions alors conduits à refuser le caractère parallèle de ces activités culturelles trop souvent conçues comme un aménagement possible à ce qui existe, et en dehors de la conception globale des activités syndicales.

A un moment où l'U.N.E.F. ressent le besoin d'un renforcement interne, d'une structure du milieu, à un moment où sur le plan universitaire se généralise la création de groupes de travail permettant le passage d'une prise de conscience collective, il est temps que l'effort, même dans le domaine culturel, s'effectue conjointement à celui dont nous constatons l'éclosion dans le domaine du travail.

